

ARRETE N° 206 . SGAR/03
en date du 23 JUIL. 2003

portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, de l'église de SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU (Charente-Maritime).

Le préfet de la région Poitou-Charentes,
Préfet du département de la Vienne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;
- VU la loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés ;
- VU le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région ;
- VU le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites, et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes entendue, en sa séance du 4 avril 2000 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'église de SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU (Charente-Maritime) présente du point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison sa qualité archéologique et architecturale;

SUR proposition du directeur régional des affaires culturelles de Poitou-Charentes ;

ARRETE

Article 1er : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, l'église de SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU (Charente-Maritime), située sur la parcelle n° 73, d'une contenance de 04 a 90 ca, figurant au cadastre section ZI et appartenant à la commune de SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU (Charente-Maritime) identifiée sous le n° SIREN : 211 703 624.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée au ministre de la culture et de la communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 3 : Il sera notifié par le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) au propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal et à l'affectataire par simple courrier, au préfet de département concerné et au maire de la commune.

Article 4 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional des affaires culturelles de Poitou-Charentes, le préfet de Charente-Maritime, le maire de SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU (Charente-Maritime), seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

POUR AMPLIATION

Par déléation,

Fait à POITIERS, le
Le préfet de la région
Poitou-Charentes,

23 JUIL. 2003



Bernard PREVOST

Le Directeur Régional
des Affaires Culturelles

Jean-Claude VAN DAM

